

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 11 (2024)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : prévision du FMI d'une croissance de 4,3% en 2024
- ❖ Philippines : hausses record des prix et des importations de riz en janvier
- ❖ Singapour : trafic de passagers à l'aéroport dépassant les niveaux pré-Covid

LE CHIFFRE À RETENIR

73%

Contribution des entreprises étrangères aux exportations du Vietnam en 2023

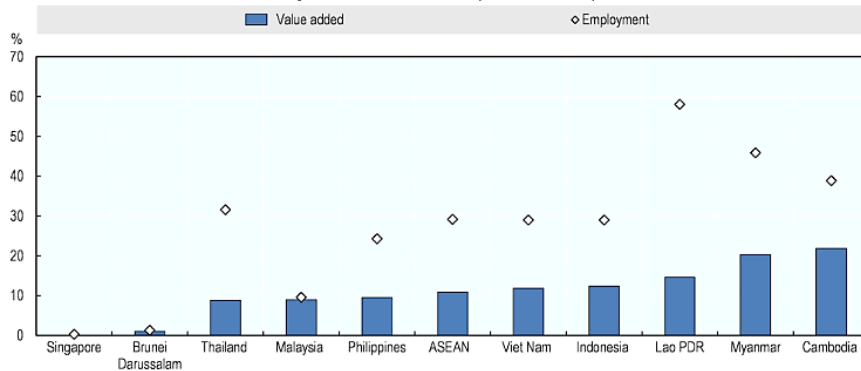
Région

OCDE : potentiel d'emploi offert par la transition

Un nouveau rapport du Centre de Développement de l'OCDE met en lumière les avantages considérables que pourrait générer la transition vers une agriculture durable et des sources d'énergie renouvelables en Asie du Sud-Est. Avec un travailleur sur trois dans la région dépendant des ressources naturelles pour assurer ses moyens de subsistance, cette transition pourrait créer d'importants emplois, notamment en Indonésie, premier exportateur mondial de charbon, où elle pourrait engendrer plus d'un million d'emplois nouveaux, en notamment dans le secteur de l'énergie propre. La promotion de pratiques agricoles durables pourrait également stimuler l'emploi, avec la possibilité de créer près de 5,4 fois plus d'emplois directs en convertissant 5% des terres cultivables de riz en terres bio. Cependant, la transition nécessitera de protéger les travailleurs affectés par la perte d'emplois liés aux combustibles fossiles et de renforcer la protection sociale des travailleurs des secteurs liés à l'environnement et la nature, dont 90% évoluent dans l'économie informelle. Pour une transition efficace, le rapport propose trois mesures clés : i) le renforcement des filets de sécurité sociale ; ii) la planification du développement local et la diversification économique ; iii) l'anticipation des impacts sur l'emploi et la mise en place de mesures de développement des compétences.

L'agriculture occupe une place encore importante dans les économies de l'ASEAN

Valeur ajoutée (% du PIB) et emploi (% de l'emploi total)



Note: Value added is the net output of a sector after adding up all outputs and subtracting intermediate inputs as of 2022. Employment is the share of employment in agriculture, forestry and fishing out of total employment, estimated by International Labour Organization (ILO) models in 2021. The value for ASEAN is the mean value across the ten ASEAN countries.

Source: World Development Indicators.

HSBC : des perspectives à court-terme soutenues par la demande intérieure

Dans un rapport publié le 12 mars, les économistes de la banque HSBC se montrent relativement optimistes quant aux perspectives de croissance de l'ASEAN en 2024, en dépit de la fragilité de l'économie mondiale. Cette confiance repose sur la vigueur de la demande intérieure dans la région, qui devrait soutenir les échanges intrarégionaux, représentant une part significative de la demande finale. La banque identifie également plusieurs mesures clés à court terme pour chaque économie : i) révision des subventions en Malaisie afin de les rendre plus ciblées et libérer de l'espace budgétaire, tout en évitant d'accélérer l'inflation ; ii) mise en place de la fiscalité mondiale minimum à Singapour et au Vietnam ; iii) annonce d'un plan de relance budgétaire en Thaïlande, dont la mise en œuvre demeure néanmoins incertaine. Côté inflation, HSBC estime que les banques centrales pourraient réduire leurs taux directeurs à partir du deuxième trimestre de cette année, bien que la hausse des cours du riz - atteignant leur plus haut niveau depuis la crise alimentaire de 2007-2008 - puisse entraver ce mouvement, notamment pour les pays importateurs nets comme les Philippines et l'Indonésie.

Indonésie

Baisse de la dette extérieure en janvier

La dette extérieure a légèrement diminué en janvier 2024, passant à 405,7 Mds USD après 408,1 Mds USD en décembre 2023, et stable par rapport à son niveau de janvier 2023. Cette diminution concerne à la fois le secteur public et le secteur privé. La dette extérieure de l'Etat est passée de 196,6 Mds USD en décembre 2023 à 194,4 Mds USD en janvier 2024, principalement en raison de remboursements de titres de créances gouvernementaux. De même, la dette extérieure privée a continué de baisser, passant de 198,1 Mds USD à 196,7 Mds USD. Les principaux contributeurs à la dette extérieure étaient les industries manufacturières, les services d'assurance et financiers, la fourniture d'électricité, de gaz, de vapeur et de climatisation, ainsi que l'extraction minière et l'exploitation de carrières, représentant 78,6% de la dette extérieure privée totale. Ces évolutions ont entraîné une légère baisse du ratio de la dette extérieure par rapport au PIB, passant de 29,7% à 29,4%, avec une prédominance de la dette à long terme, représentant 86,9% de la dette extérieure totale.

Baisse des exportations de biodiesel malgré une augmentation de la production

La production de biodiesel en Indonésie, le troisième plus grand producteur mondial, a augmenté de 11,3% pour atteindre 13,15 millions de m3 en 2023, selon les données de l'Association indonésienne des producteurs de biodiesel (APROBI). Cependant, les exportations ont chuté de près de 50% pour atteindre seulement 187 810 m3 en 2023, contre 371 000 m3 l'année précédente. En janvier de cette année, les exportations de biodiesel ont chuté d'environ 73% en g.m. pour atteindre seulement 5 746 m3. Si l'APROBI et des représentants du ministère de l'Energie attribuent cette baisse à la législation européenne, et notamment à l'entrée en vigueur – progressive – de la réglementation sur la déforestation de l'Union européenne (EUDR). Il convient de noter que l'Union européenne ne représentait que 22% des exportations de biodiesel indonésien en 2022 (contre 39% en 2019, pour le code HS 3826) tandis que la part de marché de la Chine était de 53% .

Malaisie

Article IV FMI : croissance prévue de 4,3% en 2024

Le Fonds monétaire international (FMI) a publié le 10 mars son rapport annuel d'évaluation de la situation économique et financière de la Malaisie au titre de l'article IV. L'institution salue la résilience de l'économie malaisienne et félicite les autorités pour leur programme de réformes structurelles qu'elle considère bien ciblé. Néanmoins, la perspective d'un renforcement de la croissance en 2024 (4,3% prévus par le FMI, après 3,7% en 2023) est fragile avec des risques à la baisse, et en particulier de poussée inflationniste (au-delà des 2,9% prévus, contre 2,5% en 2022). Le FMI met ainsi en garde contre un assouplissement prématuré de la politique monétaire et renouvelle sa recommandation de réinstauration d'un système de TVA (sujet politiquement sensible), supprimé en 2018, qui augmenterait les recettes fiscales à 15% du PIB (contre 12% actuellement), permettant de reconstituer des marges budgétaires. Les réformes structurelles prévues devront être mises en œuvre dans les délais pour soutenir la croissance de moyen terme et atteindre l'objectif d'accession à la catégorie des pays à revenu élevé (nouvelle politique industrielle, transition énergétique, numérisation de l'économie, politique salariale progressive). Le FMI insiste sur la nécessité de renforcer les cadres de gouvernance et de lutte contre la corruption ainsi que sur l'importance à assurer la soutenabilité du système de retraite. Il conseille la mise en place de mesures d'accompagnement pour atténuer l'impact du développement de l'intelligence artificielle sur le marché du travail (39% des professions à risque).

Reprise de la production manufacturière en janvier

L'indice de production industrielle (c.v.s.) augmente de 3,3% en janvier en g.a. (-0,1% en décembre 2023), porté par la reprise des exportations (+8,7% en janvier, g.a.). La dynamique de croissance s'est accélérée pour les activités d'extraction de pétrole et gaz (+6,7% après +3,7%, g.a.) et de production d'électricité (+7,9% après +5,0%). Le secteur manufacturier enregistre quant à lui un rebond de 2,3% en g.a., après deux mois consécutifs de recul. La fabrication de composants et cartes électroniques (-8,5% après -14,0% en décembre, g.a.) et le raffinage de produits pétroliers (-3,0% contre -4,6%), industries les plus importantes, demeurent toutefois orientés à la baisse.

7^{ème} Congrès économique bumiputera

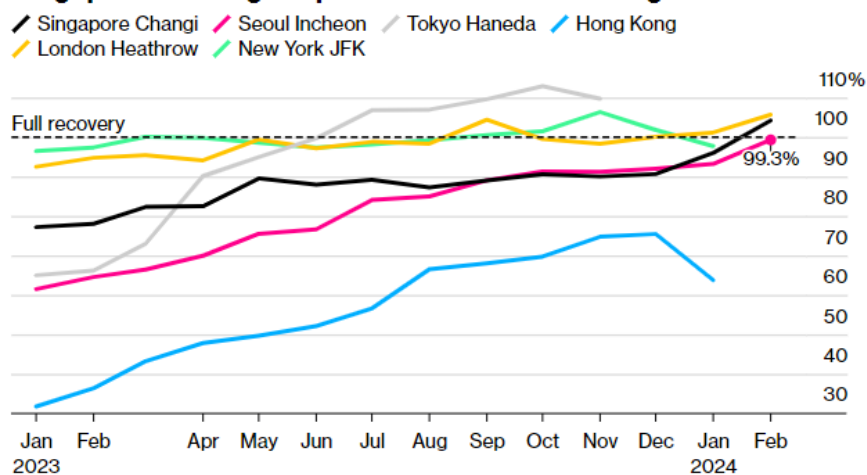
Lancée en 1971 la « New economic policy » avait pour objectif d'éliminer la pauvreté et de réduire les inégalités au profit des Bumiputeras (« fils du sol », soit majoritairement les Malais, mais aussi les Orang Asli et d'autres groupes qui bénéficient de l'inclusion dans cette catégorie). Cinquante ans plus tard, si les inégalités ont été fortement réduites, le revenu médian des ménages bumiputeras (1 224 USD en 2022) est encore inférieur à celui des citoyens malaisiens d'origine chinoise (-29%) et indienne (-13%). Près de 7,9% d'entre eux sont en situation de pauvreté absolue (contre 6,2% au niveau national) malgré un taux de chômage proche de la moyenne nationale (4,0% contre 3,9% en 2022), selon les données du département des statistiques. Ces chiffres doivent cependant être interprétés à l'aune de la très grande hétérogénéité de cette catégorie, qui regroupe 64% de la population, et du retard de politiques publiques en faveur des segments les plus défavorisés de la population (Orang Asli, populations autochtones du Sabah-Sarawak). Dans un contexte où le gouvernement d'unité nationale doit démontrer qu'il déploie des politiques en faveur des Malais, s'est tenu du 29 février au 2 mars le 7^{ème} congrès économique bumiputera. Dans son discours de clôture, le Premier ministre a annoncé plusieurs mesures de soutien. Un milliard de ringgits (0,2 Md USD) sera alloué au soutien de l'entrepreneuriat dans des secteurs à forte croissance et devrait être géré par des entreprises publiques. Un autre milliard de ringgits (0,2 Md USD) soutiendra le microcrédit, notamment à destination des petites entreprises dirigées par des femmes, des jeunes et d'anciens militaires. Enfin, la création d'un fonds de droit islamique (« Mara Madani Waqf Fund »), sous le patronage du Roi, doit permettre de recueillir 1 milliard de ringgits (0,2 Md USD) de donations sur 2 ans pour améliorer les conditions de vie des Bumiputeras. Le Premier ministre présidera un secrétariat permanent qui suivra l'exécution des décisions et un « New Empowerment Agenda for Bumiputeras » sur les dix prochaines années devrait être lancé en juin.

Singapour

Un trafic de passagers à l'aéroport de Changi dépassant les niveaux d'avant crise

En février, le mouvement des passagers à l'aéroport de Changi s'est élevé à environ 5,3 millions, soit une augmentation de 4,3% par rapport aux niveaux d'avant la pandémie pour ce mois, selon les statistiques publiées mercredi 13 mars par le Groupe de l'aéroport de Changi (CAG). C'est la première fois que le trafic passager mensuel de l'aéroport dépasse celui du mois correspondant avant la pandémie. Le trafic passager de février était également en hausse de 33,7% par rapport au même mois de l'année dernière. Pour l'ensemble de l'année 2023, l'aéroport de Changi a accueilli 58,9 millions de passagers, contre 68,3 millions avant la pandémie. Les mouvements de fret aérien étaient également en hausse en février, par rapport à la période d'avant la pandémie, avec 143 000 tonnes de fret aérien traitées ce mois-là, soit une augmentation de 4,8% par rapport au mois correspondant avant la pandémie. En février, Singapour a accueilli 1,44 million de voyageurs, en hausse de 50% sur un an, selon l'Office du tourisme de Singapour. Le mois dernier, les voyageurs chinois du continent ont retrouvé leur place de premier contingent de touristes pour Singapour, avec 326 970 arrivées, une multiplication par neuf sur un an. L'Indonésie a pris la deuxième place avec 190 760 arrivées (+21,9% sur un an) et la Malaisie la troisième, avec 100 200 arrivées (+13,8% sur un an).

Singapore's Changi Airport Is Back at Full Strength



Recovery versus 2019 levels

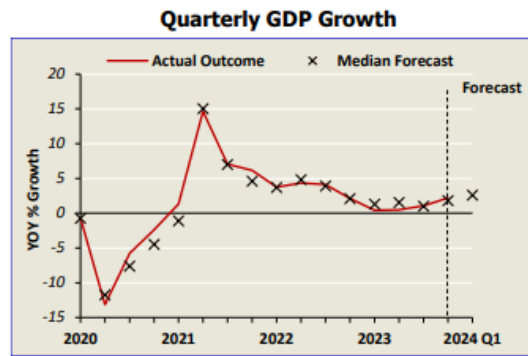
Source: Individual airports

Note: Data for Haneda is for international passenger traffic only.

Enquête MAS : prévisions de croissance pour 2024 légèrement relevées par rapport à décembre

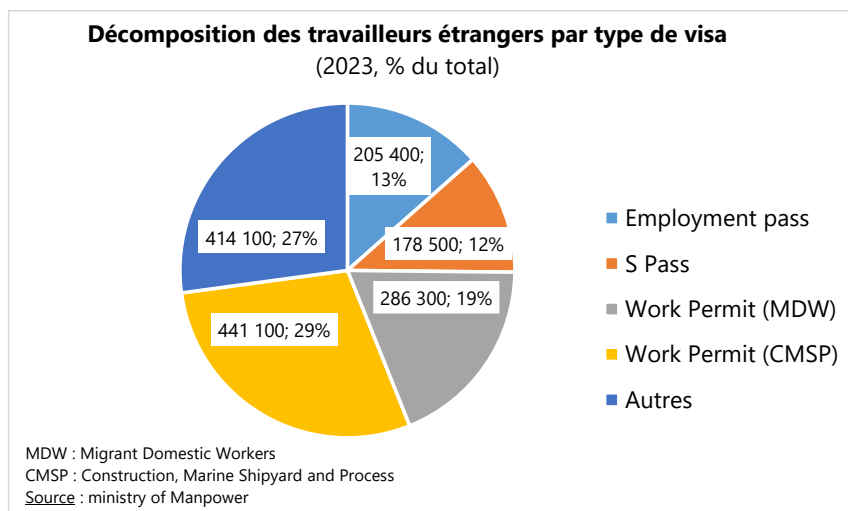
Selon une récente enquête menée par l'Autorité monétaire de Singapour (MAS), les analystes ont revu à la hausse leurs prévisions de croissance pour Singapour en 2024, du fait d'une demande externe se portant mieux que prévu. La prévision médiane des 23

économistes interrogés par la MAS est une croissance de 2,4% cette année, contre une prévision de 2,3% dans l'enquête de décembre. Le ministère du Commerce s'attend à ce que le PIB pour 2024 soit compris entre 1,0% et 3,0%. Les économistes interrogés ont également revu à la baisse leurs prévisions d'inflation, avec une prévision d'inflation globale de 3,1% (contre +3,4% en décembre). À titre de comparaison, la MAS prévoit que l'inflation se stabilisera en moyenne entre 2,5 et 3,5% pour 2024. L'enquête a été menée mi-février, après la publication par le gouvernement des résultats du PIB du T4 2023, qui ont été plus lents que les premières estimations (+2,2% vs +2,8% en première estimation). La majorité des répondants à l'enquête ne s'attend pas à ce que la MAS modifie sa politique monétaire lors de l'examen d'avril 2024.



Un marché du travail tendu en 2023

L'emploi total à Singapour a augmenté de +88 400 en 2023, après une croissance record de +227 800 en 2022, la plus élevée depuis 1991. Cette expansion a été principalement portée par les étrangers (catégorisés comme « non-résidents »), en particulier dans les secteurs de la construction et de l'industrie. Il est à noter que l'emploi des non-résidents avait enregistré des baisses de 181 500 en 2020 et de 30 000 en 2021 (chiffres excluant les travailleurs domestiques migrants), mais ces pertes ont été compensées dès 2022. Malgré la progression de l'emploi des non-résidents, le taux de vacance est resté élevé, avec 1,7 offre d'emploi pour un demandeur au T4 2023, dans un contexte de faible taux de chômage (2,0% en janvier). Les autorités anticipent une demande soutenue sur le marché du travail en 2024, grâce à des perspectives de croissance meilleures qu'en 2023 (« 1 à 3% », contre +1,1% l'année dernière).



Vietnam

Les entreprises étrangères contribuent à hauteur de 73% aux exportations au cours des 2 premiers mois

Les entreprises étrangères maintiennent leur rôle central dans le tissu exportateur du pays, en contribuant aux exportations vietnamiennes à hauteur de 72,5% en 2023 (après 73,6% en 2022) en enregistrant un chiffre d'affaires de 43,2 Mds USD sur les deux premiers mois de l'année, en croissance de 14,7 % par rapport aux deux premiers mois de l'année 2023. Les exportations de téléphones, d'ordinateurs, de machines, d'équipements, de vêtements et de textile ont connu une forte croissance (+33,9%). Entre janvier et février, les exportations vietnamiennes vers l'UE ont augmenté de 14,2% pour atteindre 7,7 Mds USD. Sur cette période, les entreprises étrangères ont enregistré un excédent commercial de 8,3 Mds USD alors que les entreprises vietnamiennes ont réalisé un déficit de 3,5 Mds USD.

UOB : croissance prévue de 5,5% au T1 2024

L'United Overseas Bank (UOB) estime que la reprise du secteur manufacturier et du commerce mondial devrait soutenir la croissance économique du Vietnam au premier trimestre 2024. Malgré les baisses de production et d'exportations en février en raison des vacances du Têt, la production et les affaires reviennent à la normale. L'indice des directeurs d'achat du secteur manufacturier (PMI) des deux premiers mois reste ainsi au-dessus du seuil des 50 points. Selon les derniers chiffres publiés par les Douanes vietnamiennes, les exportations (59,2 Mds USD) ont augmenté de 19%, et les importations (54,2 Mds USD) de 17,1% sur les deux premiers mois par rapport à la même période de 2023, tandis que la production industrielle a progressé de 5,7% en g.a. La banque UOB prévoit également une croissance de 6% en 2024 pour l'économie vietnamienne.

Le Japon pourrait participer au financement de la ligne de train à grande vitesse Nord - Sud

À l'occasion d'une réunion entre les ministères des Finances vietnamien et japonais organisée le 11 mars à Tokyo, des représentants du ministère japonais des Finances ont déclaré être prêts à participer au financement du projet de train à grande vitesse Nord-Sud, ainsi qu'à celui d'autres projets d'infrastructures. L'investissement total de la ligne Nord-Sud devant relier Hanoi à Ho Chi Minh-ville (avec des extensions vers Lao Cai, au nord, et Can Tho, au sud) est actuellement estimé à 67 Mds USD. 30% de ce montant devrait mobiliser des capitaux étrangers. Pour rappel, le 27 novembre 2023, les deux pays ont hissé leur relation bilatérale au rang de « partenariat stratégique global », sommet de la hiérarchie. Aux côtés de la Chine, le Japon semble être le principal candidat au développement de la ligne de TGV Nord-Sud. En 2023, le Premier ministre vietnamien, Pham Minh Chinh, avait appelé publiquement à plusieurs reprises le pays à participer à son financement, sans qu'aucun engagement japonais ne soit toutefois rendu public.

Thaïlande

Rencontre officielle entre Srettha Thavasin et Emmanuel Macron

Dans le cadre de sa visite officielle en France du 8 au 12 mars, le Premier ministre thaïlandais Srettha Thavasin a rencontré ce lundi Emmanuel Macron, afin de renforcer les liens entre les deux pays, dans la continuité de la visite officielle du Président de la République française en Thaïlande en novembre 2022. Au niveau mondial, les deux représentants ont rappelé leur vision concordante sur la paix et la stabilité mondiale, ainsi que sur la construction d'une économie plus durable grâce à une transition numérique et verte. Ensuite, Srettha a exposé le plan Thailand Vision 2030, qui consiste à faire du pays un hub industriel régional dans 8 secteurs, dont le tourisme, l'aviation ou encore la finance. Du côté des projets, Srettha a fait la promotion du méga projet du Land Bridge aux investisseurs français et a proposé un investissement conjoint dans le secteur de la défense. Pour ce qui est de l'Europe, le Premier ministre thaïlandais a appelé à renforcer les liens touristiques en plaidant une exemption de visa Schengen pour les touristes thaïlandais, dans un contexte où la Thaïlande vient de transmettre une demande officielle pour rejoindre l'OCDE, et où la Thaïlande ambitionne de finaliser d'ici 2025 les négociations pour un accord sur le libre-échange avec l'UE.

Rencontre franco-thaïlandaise sur les sujets aéronautiques

Le ministre des Transports thaïlandais, Suriya Jungrungreangkit, qui a accompagné le Premier ministre thaïlandais en France, a rencontré le directeur de la Direction générale de l'aviation civile, Damien Caze. Ils ont notamment réaffirmé leur Mémoire d'entente sur la coopération technique qui existe entre les deux pays, et ont discuté du fait que la Thaïlande aurait besoin d'améliorer son industrie aéronautique, notamment grâce au développement de nouveaux modèles d'avions. Cela inclurait des drones électriques pour le transport, et des véhicules de mobilité aérienne urbaine. Les discussions auraient également porté sur la cybersécurité dans le domaine de l'aviation ainsi que sur l'utilisation de carburant durable d'aviation.

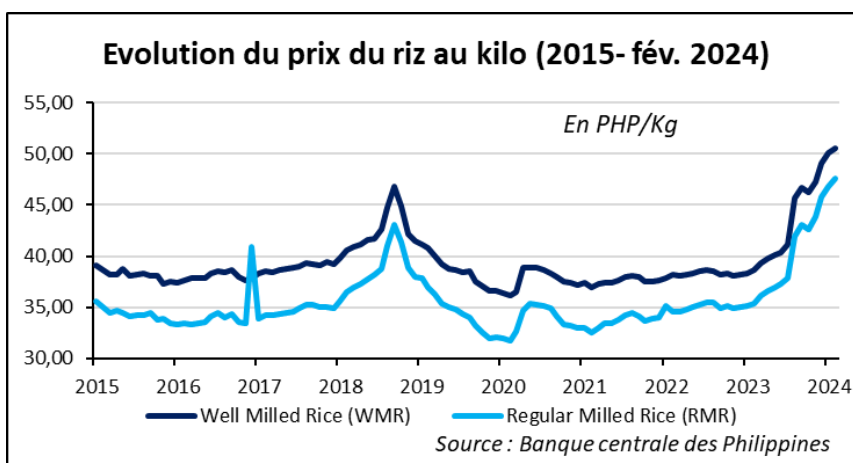
Négociations de multiples accords de libre-échange

En plus de l'accord sur le libre-échange avec l'UE, la Thaïlande serait en négociations sur 11 accords différents, dont 5 seraient des améliorations et 6 de nouveaux accords. Parmi ces 6 accords, il y aurait donc l'UE, le Pakistan, le Canada, la Turquie, les Emirats Arabes Unis et l'Association Européenne de libre-échange, qui réunit l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. La Thaïlande a déjà implémenté 15 accords de libre-échange incluant 18 territoires différents.

Philippines

Nouveau record pour le prix et les importations de riz en janvier

En janvier 2024, les importations de riz ont connu une augmentation de +253% par rapport à l'année précédente, représentant désormais 2,6% des importations totales de l'archipel, contre seulement 0,6% il y a un an. Les prix des deux principales catégories de riz ont poursuivi leur tendance à la hausse, enregistrant une augmentation supplémentaire en février 2024 de +1,0% et +1,6%, atteignant ainsi leur niveau le plus élevé depuis 2015, à 50,56 PHP/Kg et 47,62 PHP/Kg. En 2023, les Philippines se sont positionnées comme le premier importateur mondial de riz, avec des importations de céréales atteignant 44,85 Mds USD, principalement en provenance du Vietnam et de ses voisins de l'ASEAN. L'archipel est l'un des pays les plus vulnérables aux chocs de sécurité alimentaire dans la zone, notamment en raison de l'impact d'El Niño sur les prix et la culture du riz dans la région et avec une dépendance alimentaire des populations à la céréale : 36 000 tonnes de riz sont consommées quotidiennement dans le pays.



Seulement une école valide le niveau minimum requis par les standards PISA

Le ministère de l'Éducation a déclaré dans le cadre d'une audience au Sénat qu'à l'issue de l'évaluation PISA 2022, seulement 1 des 187 écoles évaluées a passé le seuil minimum de compétences requis par les standards OCDE. Avec un score de 355 en maths, 347 en lecture et 356 en science, le pays est en dessous des moyennes de l'OCDE et derrière le Vietnam, la Malaisie, la Thaïlande et l'Indonésie. Moins de 15% des jeunes philippins évalués ont atteint le niveau requis dans les matières testées. Avec un âge médian de la population à 25,3 ans et un taux de croissance de la population en âge de travailler de +2,1%/an en moyenne, l'éducation fait partie des défis structurels du pays identifiés par le gouvernement et représente le second poste de dépenses (17% du budget total).

Cambodge

Une bonne dynamique du Cambodge pour attirer les investissements

Selon le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), les IDE reçus par le Cambodge ont atteint 1,39 Md USD en janvier-février 2024. Ce chiffre a quintuplé par rapport à la même période de 2023. Les investissements chinois s'élevaient à 545 M USD, soit environ 39% du total. Les investisseurs chinois interviennent principalement dans des secteurs tels que l'industrie manufacturière, les infrastructures et l'agro-alimentaire. Toutefois, le Cambodge est désireux de diversifier les investissements reçus. Le pays met en œuvre un réseau d'accords de libre-échange, 9 conventions fiscales bilatérales, en plus de la loi de 2021 sur l'investissement, pour renforcer le cadre permettant d'attirer plus d'investisseurs étrangers. Face à des enjeux de diversification économique et des exportations ainsi qu'aux conséquences de la graduation du statut de PMA du Cambodge (en 2024, avec entrée en vigueur en 2027 au plus tôt), les investissements étrangers restent un puissant moteur de développement économique pour le pays.

Lancement de nouveaux programmes de l'UE

Le 12 mars, l'Union européenne a lancé de nouveaux programmes pour promouvoir les chaînes de valeur durables, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables au Cambodge. Les quatre initiatives visent à soutenir le développement dans les secteurs-clés de l'agriculture, de l'habillement, de la chaussure et des articles de voyage, de l'éducation et de la recherche, ainsi que du commerce et du secteur privé, pour un montant total de 79 M EUR. Ces programmes comprennent ainsi le Partenariat cambodgien pour une agriculture et des systèmes alimentaires durables (17 M EUR, couplé à un co-financement par l'Allemagne de 7,3 M EUR) ; le Partenariat pour les pratiques énergétiques durables dans l'industrie textile (6 M EUR) ; le Partenariat UE-Cambodge pour améliorer l'enseignement technique 2024-2027 (49 M EUR) ; et le programme axé sur le commerce et le secteur privé (7 M EUR, avec un co-financement de l'Allemagne de 3 M EUR). L'UE s'est engagée à promouvoir les transitions verte et numérique et à accompagner le Cambodge dans sa prochaine sortie du statut de PMA.

Laos

Pénurie d'électricité au Laos

Au titre de sa présidence de l'ASEAN, la Laos accueille nombre de réunions de haut niveau. Le gouvernement fait donc le nécessaire pour s'assurer que les pénuries et coupures d'électricité ne les affecteront pas. De fait, malgré plus de 70 centrales hydroélectriques et une quinzaine de projets en construction, le pays reste affecté par des pénuries d'électricité. Le manque d'eau accentué par El Niño durant la saison sèche devrait entraîner un manque de 2 GWh. Pourtant, en 2023, le Laos a exporté pour 2,4 Mds USD d'électricité, conformément à son ambition d'être la « batterie » de l'Asie du Sud-Est. La conséquence d'un modèle économique qui exporte une grande partie de sa production vers les pays voisins conduit à ce que le réseau de transport de l'électricité ne soit que très imparfaitement unifié au Laos (trois réseaux différents au nord, au centre et au sud du pays). Le poids de la dette d'EDL, qui s'élève à environ 8 Mds USD, entrave la possibilité de financer de nouveaux projets, à moins qu'ils ne parviennent à exporter leur production vers des clients offrant des garanties de paiements ; le plus souvent via des lignes HT privées.

Plus de trains, moins d'avions

Alors que le nombre de passagers du train rapide augmente, la société Laos-China Railway Co., Ltd. annonce l'ouverture de deux nouvelles gares, au Laos (Xay) et en Chine (Yuxi). Ce sont 12 allers-retours par jour qui sont annoncés. Selon les chiffres fournis par l'entreprise, plus de 100 000 passagers ont emprunté ces trains en 2023, en hausse de 91% par rapport à 2022. Dans le même temps, Lao Airlines voit le nombre de ses passagers vers le nord du pays, en particulier Luang Prabang, baisser de 30 à 40%. La compagnie porte-drapeau, fortement endettée, prévoit de développer de nouvelles lignes, régionales notamment. Elle compte aussi sur l'année « Visit Laos 2024 » pour mieux remplir ses avions. Au-delà de ces effets, ce transfert modal est pourtant une bonne nouvelle car il est synonyme de moindres émissions de CO2.

Birmanie

La Birmanie, 8^{ème} pays exportateur de riz en 2023

Les données de Statista placent la Birmanie 8^{ème} exportateur mondial de riz pour l'année 2023, avec un volume d'exportations total de 1 million de tonnes pour 700 M USD, celui-ci ayant été réduit cette année afin de stabiliser le marché local. Pour mémoire, en 2022, la Birmanie se classait à la 5^{ème} place avec 2,4 millions de tonnes exportées. La Fédération du riz birmane (MRF) se fixe un objectif en 2024 de 2 millions de tonnes, pour une valeur de 1 Md USD, et souhaite plutôt accroître la valeur des exportations en se concentrant sur un riz de meilleure qualité. Le principal marché d'exportation du riz est l'UE, suivi de la Chine, l'Indonésie et les Philippines. Quant au Bangladesh, les deux gouvernements ont signé un protocole d'entente en septembre 2022, dans lequel la Birmanie s'engage à exporter 250 000 tonnes de riz et 50 000 tonnes de riz étuvé par an de 2022 à 2027. Le gouvernement Bangladeshi se prépare également à acheter du riz et d'autres produits agricoles au secteur privé de Birmanie afin de répondre à sa demande croissante et de reconstituer les stocks réservés.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun

Rédaction : SER de Singapour (Olivia PEZARD, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr